

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41258]

5 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 35 organisant le tracing socio-sanitaire dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014, l'article 5, § 1^{er}, I, 8^o;

Vu les articles 47-13 à 47-16 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 2 mai 2019;

Vu le décret spécial du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6^o;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mai 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité et la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une épidémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour limiter la propagation du COVID-19, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant les mesures de confinement prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3, 17 et 30 avril 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3, 17 et 30 avril 2020;

Considérant la décision adoptée par le Conseil national de sécurité le 24 avril 2020 d'amorcer un processus de déconfinement progressif, par phases successives, à partir du 4 mai 2020;

Considérant ce processus de déconfinement a pour effet d'accroître les contacts entre les personnes et, par conséquent, entraîne un risque accru de contaminations au COVID-19;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant qu'une détection rapide des personnes atteintes ou potentiellement atteintes par le virus du COVID-19 est nécessaire en vue de leur fournir des recommandations adéquates (rester à la maison, faire du télétravail, se tester,...) afin d'éviter que celles-ci ne propagent à leur tour le virus à d'autres personnes;

Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de collecter des informations sur les personnes testées positives au COVID-19 ou dont le médecin présume une telle infection, mais également sur les personnes avec lesquelles celles-ci ont été en contact;

Considérant que le Gouvernement fédéral, en collaboration avec les entités fédérées, a décidé de créer une base de données auprès de Sciensano, destinée, notamment, à rendre possible ce tracing socio-sanitaire;

Considérant l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 portant création d'une base de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, dans lequel sont déterminés notamment les données à caractère personnel reprises dans la base de données, les personnes ou institutions chargées de l'alimenter, les finalités du traitement, les personnes autorisées à y avoir accès ainsi que la durée de conservation de celles-ci;

Qu'il y est prévu que sur la base des données collectées au niveau fédéral, des « centres de contact » prendront contact avec les personnes chez qui le médecin présume ou constate une infection et avec les personnes avec lesquelles ces dernières ont été en contact, afin de leur donner les informations et recommandations qui s'imposent;

Considérant que s'agissant de maladies infectieuses contagieuses, les modalités de protection de la santé publique et d'application des mesures de prophylaxies appropriées existent actuellement et sont prévues par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, en ce compris les modalités de « tracing »;

Que des modalités spécifiques nécessaires, à savoir la mise en place d'un centre de contact, s'ajoutent donc à celles déjà organisées par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé dans ses articles 47/13 et suivants;

Que ces modalités spécifiques au COVID-19 dérogent à certaines modalités de tracing prévu par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, ce qui se justifie au regard de l'ampleur de l'épidémie et de la nécessité d'adopter des mesures cohérentes et concertées entre entités fédérées et fédérales sur tout le territoire belge.

Considérant que l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sera chargée d'organiser ces « centres de contact »;

Que les moyens humains dont disposent les services d'inspection de la santé de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles s'avèrent toutefois insuffisants pour assurer le tracing socio-sanitaire dans le cadre de l'épidémie du COVID-19;

Considérant par conséquent qu'il est nécessaire d'adopter, de toute urgence, des dispositions décrétales complémentaires afin de doter des moyens d'actions nécessaires pour organiser le tracing socio-sanitaire envisagé;

Qu'au vu des données personnelles utilisées dans le cadre du tracing socio-sanitaire, il convient également, pour autant que de besoin, de rappeler les obligations qui s'imposent aux personnes chargées de sa mise en œuvre;

Considérant que l'article 47/14, § 1^{er}, alinéa 7 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit que « Les données sont collectées par téléphone, fax, voie informatique sécurisée au sein de l'Agence ou par interface web de déclaration »;

Que le RGPD et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel n'imposent toutefois pas que la base légale de traitement des données fixe les modalités précises de collecte des données;

Que cependant, il convient de ne pas limiter les moyens de collecter les données compte tenu de l'importance de la crise et de la nécessité de briser la chaîne de transmission;

Considérant qu'il convient également de préciser que le centre de contact peut collecter et communiquer à Sciensano les données prévues dans l'arrêté royal n° 18 portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant que le l'article 2, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution prévoit que « Afin de permettre à la Région wallonne de réagir à l'épidémie de COVID-19, le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de l'épidémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave »;

Considérant que l'article 3, § 1^{er}, du décret précité prévoit que : « Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou règlementairement requis soient préalablement recueillis. Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement »;

Considérant qu'en l'espèce, la nécessité de mettre en place un tracing socio-sanitaire pour le 4 mai 2020, en vue d'endiguer une recrudescence de l'épidémie dans le cadre des mesures de déconfinement, impose que le présent arrêté soit adopté dans des délais urgents, incompatibles avec la consultation de la section de législation du Conseil d'Etat;

En tout état de cause, le décret confirmant le présent arrêté de pouvoirs spéciaux devant lui-même être soumis à la section de législation du Conseil d'Etat.

Sur proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, visée à l'article 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;
- 2° l'arrêté royal n° 18 : l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 portant création d'une base de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19;
- 3° le Code : le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale, confirmé par le décret du 1^{er} décembre 2011 et tel que modifié ultérieurement.

Art. 3. Dans le cadre de la gestion de l'épidémie COVID-19, l'Agence organise un centre de contact chargé de rechercher et contacter les personnes infectées ou présumées infectées par le COVID-19, ainsi que les personnes avec lesquelles elles sont entrées en contact et de leur donner les informations et recommandations qui s'imposent.

Dans ce cadre, l'Agence peut charger le centre de contact de toute mission visée à l'article 47/15 du Code.

Par dérogation à l'article 47/14, § 1^{er}, alinéa 5, tous les membres composant le centre de contact peuvent être chargés des missions visées à l'article 47/14. Par dérogation, tous les membres composant le centre de contact peuvent collecter les données par d'autres moyens qui ne sont pas expressément visés à l'article 47/14, § 1^{er}, alinéa 7, du Code tels que la visite à domicile aux personnes qui ne sont pas joignables par téléphone ou par courriel. Ils peuvent collecter et communiquer les données visées à l'article 2, § 4, de l'arrêté royal n° 18.

Le centre de contact exerce ses missions dans le respect de l'article 9 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 4. Le centre de contact est composé :

- 1° des médecins ou infirmiers en charge de la surveillance des maladies infectieuses désignés par l'Agence, en application de l'article 47/15 du Code;
- 2° de membres du personnel de la Région wallonne ou d'organismes d'intérêt public et de personnes morales de droit public qui en dépendent, temporairement affectés à cette mission sur une base volontaire et moyennant l'accord en tout temps révocable de leur hiérarchie;
- 3° au besoin, de prestataires externes désignés par l'Agence.

Art. 5. Seuls les membres composant le centre de contact spécifiquement habilités à accéder à la banque de données ont accès aux données et sont habilités à les traiter conformément aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Il leur est interdit de divulguer ces données ou de les utiliser à toute autre fin.

Ils sont soumis au secret professionnel en application de l'article 458 du Code pénal.

Art. 6. Dans le cas où l'Agence fait appel à un ou plusieurs prestataires externes visés à l'article 4, 3°, elle conclut avec chacun d'eux un contrat de sous-traitance en application de l'article 28 du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 7. Les données à caractère personnel traitées par les membres du centre de contact visés à l'article 4, 2° et 3°, sont effacées au plus tard cinq jours après la publication de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de l'état d'épidémie du coronavirus COVID-19.

Art. 8. Le Gouvernement dissout le centre de contact visé à l'article 3 au plus tard cinq jours après la publication de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de l'état d'épidémie du coronavirus COVID-19.

A défaut, il est de plein droit dissout à cette date.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 5 mai 2020.

Art. 10. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. Di Rupo

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41258]

5 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 35 houdende organisatie van de 'contact tracing' in het kader van de bestrijding van de COVID-19-epidemie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, artikel 5, § 1, I, 8°;

Gelet op de artikelen 47-13 tot 47-16 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het bijzonder decreet van 11 juli 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, artikel 3, 6°;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 mei 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico en overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de verspreiding van COVID-19 te beperken, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regering van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op de lockdownmaatregelen genomen door de federale Regering via de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 en van 3, 17 en 30 april 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, respectievelijk bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13, 18 en 23 maart 2020, en van 3, 17 en 30 april 2020;

Gelet op de beslissing aangenomen door de Nationale Veiligheidsraad op 24 april om vanaf 4 mei 2020 een proces van geleidelijke afbouw van de lockdown in opeenvolgende fasen op te starten;

Overwegende dat dit proces van afbouw van de lockdown tot gevolg heeft dat de contacten tussen mensen toenemen en bijgevolg leidt tot een verhoogd risico op besmettingen met COVID-19;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Overwegende dat een vroegtijdige opsporing van personen die met het virus COVID-19 besmet zijn of kunnen zijn noodzakelijk is om hen gepaste aanbevelingen te verstrekken (thuis blijven, telewerken, zich laten testen,...) om te voorkomen dat zij op hun beurt het virus naar andere personen verspreiden;

Overwegende dat het met het oog hierop noodzakelijk is informatie te verzamelen over personen die positief op COVID-19 zijn getest of van wie de arts een dergelijke infectie vermoedt, maar ook over de personen met wie zij in contact zijn geweest;

Overwegende dat de federale Regering, in samenwerking met de deelgebieden, heeft besloten om bij Sciensano een databank op te richten, die onder andere bedoeld is om die contact tracing mogelijk te maken;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020 tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 waarin met name de persoonsgegevens die in de databank zijn opgenomen, de personen of instellingen die verantwoordelijk zijn voor de verstrekking ervan, de doeleinden van de verwerking, de personen die toegang mogen hebben tot de databank en de duur van de bewaring ervan worden vastgesteld;

Overwegende dat er wordt bepaald dat contactcentra op basis van de op federaal niveau verzamelde gegevens contact zullen opnemen met de personen van wie de arts een vermoeden van infectie heeft of bij wie hij een infectie vaststelt en de personen met wie laatstgenoemden in aanraking zijn gekomen om hen de nodige informatie en aanbevelingen te geven;

Overwegende dat, in het geval van besmettelijke infectieziekten, er momenteel procedures bestaan voor de bescherming van de volksgezondheid en de toepassing van passende profylactische maatregelen, die zijn opgenomen in het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid, met inbegrip van de procedures voor "tracing";

Dat nodige specifieke modaliteiten, namelijk de oprichting van een contactcentrum, dus worden toegevoegd aan de modaliteiten die reeds zijn opgenomen in de artikelen 47/13 en volgende van het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid;

Dat deze voor COVID-19 specifieke modaliteiten afwijken van bepaalde modaliteiten van de tracing die voorzien is in het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid, wat gerechtvaardigd is gezien de omvang van de epidemie en de noodzaak om coherente en gecoördineerde maatregelen te nemen tussen deelgebieden en federale autoriteiten op het hele Belgische grondgebied;

Overwegende dat het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) met de organisatie van deze "contactcentra" belast zal zijn;

Dat de personele middelen waarover de gezondheidsinspectiediensten van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" beschikken, echter onvoldoende blijken te zijn om in het kader van de COVID-19-epidemie de 'contact tracing' te verzekeren;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is om met spoed aanvullende decretale bepalingen vast te stellen om de nodige actiemiddelen te verschaffen voor het organiseren van de geplande 'contact tracing';

Overwegende dat gezien de persoonsgegevens die in het kader van de 'contact tracing' worden gebruikt, het ook passend is om, voor zover nodig, de verplichtingen in herinnering te brengen die zijn opgelegd aan degenen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering ervan;

Overwegende dat artikel 47/14, § 1, lid 7, van het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid het volgende bepaalt: "De gegevens worden per telefoon, fax, beveiligde informaticatoepassingen binnen in het Agentschap of via elektronische aangifte-interface ingezameld";

Dat de AVG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens nochtans niet vereisen dat de rechtsgrondslag voor de verwerking van de gegevens de precieze modaliteiten voor de verzameling van de gegevens vastlegt;

Dat de middelen voor het verzamelen van gegevens echter niet mogen worden beperkt gezien de omvang van de crisis en de noodzaak om de infectieketen te doorbreken;

Overwegende dat er ook aangestipt dient te worden dat het contactcentrum de gegevens die bedoeld zijn in het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020 tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 kan verzamelen en aan Sciensano kan meedelen;

Overwegende dat artikel 2, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19 bepaalt het volgende bepaalt: "Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie Covid-19, kan de Regering, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens artikel 138 van de Grondwet, alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar";

Overwegende dat artikel 3, § 1, van bovenvermeld decreet het volgende bepaalt: "De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden. Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen";

Overwegende in casu dat de noodzaak om een 'contact tracing' vóór 4 mei 2020 te ontwikkelen om een heropleving van de epidemie in het kader van afbouw van de coronamaatregelen te beteugelen, vereist dat dit besluit met spoed wordt aangenomen, hetgeen niet verenigbaar is met de raadpleging van de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

In ieder geval zal het decreet tot bevestiging van dit besluit moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° het Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid;
- 2° het koninklijk besluit nr. 18 : het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020 tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19;
- 3° het Wetboek: het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid, aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011 houdende codificatie van de wetgeving over de gezondheid en de sociale actie, bekrachtigd bij het decreet van 1 december 2011, en zoals later gewijzigd.

Art. 3. In het kader van het beheer van de COVID-19-epidemie organiseert het Agentschap een contactcentrum belast met het opsporen en het contacteren van de personen die besmet zijn of vermoedelijk besmet zijn met COVID-19, alsmede met de personen met wie zij contact hebben gehad om hen de nodige informatie en aanbevelingen te geven.

In dit kader kan het Agentschap het contactcentrum belasten met elke opdracht bedoeld in artikel 47/15 van het Wetboek.

In afwijking van artikel 47/14, § 1, vijfde lid, kunnen alle leden van het contactcentrum belast worden met de in artikel 47/14 bedoelde opdrachten. In afwijking hiervan kunnen alle leden die het contactcentrum samenstellen, gegevens verzamelen via andere middelen die niet uitdrukkelijk worden vermeld in artikel 47/14, § 1, lid 7 van het Wetboek zoals huisbezoeken aan personen die niet bereikbaar zijn per telefoon of e-mail. Zij kunnen de gegevens als bedoeld in artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit nr. 18 verzamelen en meedelen.

Het contactcentrum oefent zijn uitopdrachten uit met inachtneming van artikel 9 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 4. Het contactcentrum bestaat uit :

- 1° artsen of de verpleegkundigen belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes die door het Agentschap worden aangewezen, overeenkomstig artikel 47/15 van het Wetboek;
- 2° leden van het personeel van het Waalse Gewest of van openbare instellingen en publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk, die tijdelijk op vrijwillige basis voor deze taak zijn aangesteld en die onderworpen zijn aan de te allen tijde herroepbare instemming van hun hiërarchie;
- 3° indien nodig, externe dienstverleners aangewezen door het Agentschap.

Art. 5. Alleen de leden van het contactcentrum die specifiek gemachtigd zijn om toegang te krijgen tot de databank, hebben toegang tot de gegevens en zijn gemachtigd om ze te verwerken in overeenstemming met de doeleinden waarvoor ze werden verzameld.

Het is hen verboden de gegevens bekend te maken of voor andere doeleinden te gebruiken.

Zij zijn onderworpen aan het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Art. 6. Wanneer het Agentschap een beroep doet op één of meerdere externe dienstverleners als bedoeld in artikel 4, 3°, sluit bedoeld Agentschap met elk van hen een onderaannemingscontract overeenkomstig artikel 28 van Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 7. De persoonsgegevens die door de leden van het in artikel 4, 2° en 3°, bedoelde contactcentrum worden verwerkt, worden uiterlijk vijf dagen na de bekendmaking van het regeringsbesluit waarbij het einde van de toestand van de epidemie van het coronavirus COVID-19 wordt vastgesteld, gewist.

Art. 8. De Regering ontbindt het in artikel 3 bedoelde contactcentrum uiterlijk vijf dagen na de bekendmaking van het regeringsbesluit waarbij het einde van de toestand van de epidemie van het coronavirus COVID-19 wordt vastgesteld.

Indien dit niet het geval is, wordt het automatisch op die datum ontbonden.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 5 mei 2020.

Art. 10. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 mei 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2020/41266]

7 MEI 2020. — Bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/016 betreffende steun tot vergoeding van de exploitanten van het bezoldigd personenvervoer die getroffen zijn door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22/04/2020;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat talloze exploitanten van taxi's en van huurvoertuigen met chauffeur in activiteit ernstige economische schade ondervinden als gevolg van de COVID-19-gezondheids crisis;

Dat het noodzakelijk is dringend steun te bieden aan de betrokken exploitanten om de economische schade te beperken;

Dat de betrokken exploitanten hun omzet ingevolge de maatregelen tot sluiting hebben zien afnemen of zelfs verdwijnen, waardoor het inkomen van de ondernemers en hun werknemers in gevaar komt;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2020/41266]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/016 relatif à une aide en vue de l'indemnisation des exploitants du transport rémunéré de personnes affectés par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 2 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22/04/2020 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que de nombreux exploitants de taxis et de voitures de location avec chauffeur en activité subissent de graves dommages économiques du fait de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux exploitants concernés afin de limiter les dommages économiques;

Que, suite aux mesures de fermeture, les exploitants concernés ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;